

« La déclaration Balfour a appuyé une cause libératrice, mais engendré le conflit »

La déclaration Balfour a aujourd'hui 100 ans, mais on aurait tort de n'y voir qu'un document historique. Nonobstant le travail indispensable mené par les historiens qui s'interrogent sur les causes de sa rédaction et de son adoption par le gouvernement britannique le 2 novembre 1917, la déclaration Balfour est loin d'être une passion refroidie. Même si les acteurs de cette déclaration ont tous disparu et que les circonstances politiques qui ont présidé à sa proclamation sont révolues (la Première Guerre mondiale), la déclaration Balfour demeure encore bel et bien un enjeu politique qui suscite des mobilisations et des affects contradictoires. L'État d'Israël s'y réfère avec enthousiasme et la commémore avec ostentation, tandis que les Palestiniens y voient la source de leur malheur. Le premier y voit la réparation de l'injustice bimillénaire infligée aux Juifs par l'Occident - Londres et l'Empire britannique faisant figure de successeur de Rome et de l'Empire romain. Les Palestiniens, qui la dénoncent dans la fameuse charte de l'O.L.P., l'éprouvent comme l'origine d'une nouvelle injustice et d'une dépossession perpétrée par l'Occident impérialiste et colonialiste. En vertu de quel droit pouvaient-ils promettre la Palestine à une collectivité religieuse, les Juifs, dont quelques dizaines de milliers d'entre eux seulement vivaient en Terre sainte, et ce au détriment des populations arabes de confession musulmane et chrétienne qui en étaient les résidents autochtones même s'ils n'en étaient pas officiellement les maîtres (l'Empire ottoman) ? Nous voudrions dans les lignes qui suivent apporter une analyse plus nuancée de la déclaration en pointant ses acquis et ses lacunes.

Vingt lignes, cent vingt-huit mots, pour être brève, la déclaration Balfour a dit avec économie des choses d'une importance considérable. Le texte a désigné pour la première fois dans l'histoire diplomatique

moderne la collectivité comme un peuple. Ni une race, ni seulement une religion, une mémoire ou une culture, les Juifs forment un peuple. Les sionistes en étaient convaincus. C'était le sens de leur vocation. Cette réalité nationale est irréversible. Quiconque parmi les Palestiniens le nie encore refuse le réel et s'expose à une négation réciproque de son droit concomitant à se désigner, non comme Arabe au titre de la langue, mais plus spécifiquement comme Palestinien en vertu de la terre qu'il habite. Le second point capital pour le sionisme est la reconnaissance par les Britanniques du lien qui unit le peuple juif à la Palestine et qu'ils ont élevé à la dignité d'un droit. La Terre promise n'était plus seulement une notion

Le malheur qui frappe cette terre et les hommes qui l'habitent tient très exactement à ce que Camus écrivait à propos du personnage tragique qui « court à la catastrophe pour faire triompher un droit qu'il croit être le seul à avoir »

spirituelle associée à la perspective lointaine de la venue du Messie, comme l'espère la tradition juive priant pour la fin de l'exil, elle devint alors une notion politique et le demeure. Toutefois, Chaim Weizmann, qui fut l'interlocuteur sioniste des Britanniques, eut beau réclamer que la Palestine fût explicitement reconnue comme la patrie du peuple juif, les Britanniques s'y sont clairement opposés, se contentant d'admettre le droit du peuple juif en Palestine, non sur la Palestine. À cette époque, de surcroît, les frontières de la Palestine n'étaient pas encore fixées. Les Britanniques savaient bien où celle-ci commençait, non où elle s'arrêtait. Un autre élément de langage explicite cette réserve : la déclaration a exclu l'idée de reconnaître un État juif. Elle a inventé une compensation qui se situe clairement en deçà d'un État-nation souverain et qu'elle a nommée Foyer national (National Home). Même si la revendication d'un État n'y figure pas, il suffit aux sionistes qu'ils aient pu

mettre le pied dans la porte. Vient enfin le dernier aspect qui a mis le feu aux poudres, côté arabe. Croyant bien faire, Balfour a stipulé que rien ne doit être fait en s'appuyant sur la déclaration qui porte préjudice aux droits des populations autochtones. Seulement voilà, ces populations étaient désignées, par la négative, comme « non-juives », et les droits en question étaient définis comme civils et religieux, à l'exclusion de droits civiques, politiques et nationaux.

Une déclaration est une chose, l'action et l'histoire en sont une autre. Que peut-on constater cent ans après ? D'abord, et c'est une leçon que tous les gouvernements israéliens doivent méditer, et particulièrement le gouvernement actuel, si la cause sioniste doit, bien sûr, au volontarisme des femmes et des hommes qui se sont engagés et sacrifiés pour elle, sa consécration ultime passe par une reconnaissance

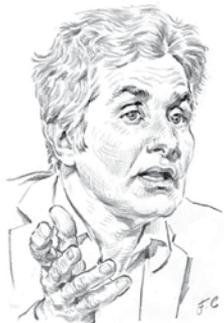
internationale qui lui donne toute sa portée. Ce qui fut fait en 1920 lorsque la SDN a entériné la déclaration Balfour pour en faire le fondement légitime du mandat britannique sur la Palestine. Il est une leçon plus exigeante encore : si, en 1917, les Britanniques ont cru bon de ne pas tenir compte des droits nationaux des autochtones arabes en Palestine, trente ans plus tard, en 1947, l'ONU faisait amende honorable en reconnaissant, contrairement à la déclaration Balfour, que les populations non-juives en Palestine forment aussi un peuple, et pas seulement une population ; et qu'il est légitime qu'elle jouisse elle aussi du droit à l'autodétermination. Le plan de partage n'a pas décrété seulement la création d'un État juif, mais la naissance d'un État arabe de Palestine. Qu'Israël se soit emparé du reste de la Palestine mandataire en 1967 n'y change rien : malgré les tentatives israéliennes de modifier la situation sur le terrain, la communauté internationale persiste et signe encore

son refus de reconnaître le droit du peuple juif à exercer sa souveraineté sur toute la Palestine.

En affirmant que les Juifs étaient dignes d'obtenir en Palestine un État, et pas seulement un foyer national, l'ONU a rendu justice au peuple juif ; en posant une limite territoriale à l'État juif, la communauté internationale a admis que le principe d'autodétermination devait pas soucier d'équité être attribué aux deux parties. Le malheur qui frappe cette terre et les hommes qui l'habitent tient très exactement à ce que Camus écrivait à propos du personnage tragique qui « court à la catastrophe pour faire triompher un droit qu'il croit être le seul à avoir ».

La déclaration Balfour a appuyé une cause libératrice, mais engendré également le conflit en accordant à l'une ce dont elle a privé l'autre. Quiconque aujourd'hui, côté palestinien et côté israélien, se déclare pour la paix devrait en toute lucidité et maturité admettre que la déclaration Balfour a été une bénédiction en reconnaissant un droit aux Juifs sur cette terre et une malédiction en ne tenant pas compte du droit complémentaire des Palestiniens à l'autodétermination. Le gouvernement britannique, qui a célébré le centenaire de la déclaration, assumerait sa responsabilité historique en se félicitant d'avoir été le premier à reconnaître aux Juifs le droit à disposer d'une patrie, tout en regrettant d'avoir nié un droit identique aux Arabes de Palestine. Palestiniens et Israéliens sont-ils en mesure de reconnaître ces deux aspects de la déclaration Balfour, juste et injuste, au lieu de ne retenir que ce qui est conforme à leur récit national ? En désignant ce qu'elles présentent de juste et d'injuste à la fois, les deux parties se déclareraient ainsi réciproquement qu'elles sont les enfants, légitimes et légitimées, de cette terre. Ce serait le test de leur réelle disposition à œuvrer de bonne foi et sans arrière-pensée pour le réconciliation et la paix.

* Maître de conférences en sciences politiques à l'Open University de Tel-Aviv. A notamment publié « Israël et ses paradoxes. Idées reçues sur un pays qui attire les passions » (Le Cavalier bleu, 2015).



DENIS CHARBIT

100 ans après, Palestiniens et Juifs se déchirent encore autour de ce texte établissant un « foyer national pour le peuple juif ». L'universitaire* analyse avec nuances ses enjeux.

Attentat de Manhattan: Trump ou l'audace de l'autorité

Jeudi matin, quelques heures après l'attaque terroriste au camion-bélier qui a fait huit morts à Manhattan, un éditorial du *New York Times* déplorait que Donald Trump profitât de l'occasion pour vitupérer au lieu de respecter le deuil et le sentiment de vulnérabilité des New-Yorkais. En cela, il diffère nettement de son prédécesseur George W. Bush (pourtant peu apprécié par le célèbre quotidien), qui, après le 11 septembre 2001, avait joué son rôle de « pasteur en chef », conduisant la nation dans l'union et le recueillement. Au lieu de cela, Donald Trump a sauté sur Twitter pour accuser le sénateur démocrate de l'État de New York, Chuck Schumer, d'être responsable du programme d'immigration qui a permis au terroriste ouzbek d'entrer aux États-Unis. Trump dénonce le « politiquement correct » de ce programme, pourtant approuvé par un autre prédécesseur républicain, George Bush père, dans les années 1990. Trump, lui, propose d'envoyer le coupable à Guantanamo, clame qu'il mérite la peine de mort et que le système judiciaire est une vaste plaisanterie - « a joke » -, traitant au passage

comme elles sont » (« tells it like it is »), ne s'embarrasse pas de précautions oratoires, réagit avec ses tripes (« guts ») plutôt qu'avec sa raison, galvanise les émotions (notamment la peur, l'indignation et la colère) de sa base en proposant des solutions simples, sinon simplistes, et radicales : la peine de mort, Guantanamo et la fin du programme d'immigration par loterie (la fameuse carte verte).

Ce qui correspond à ce que la science politique appelle l'autoritarisme, une tendance qui définit particulièrement bien à la fois l'instinct du président et les attentes de son électorat. Trump semble agir davantage en candidat qu'en président. En effet, il ne s'adresse pas à la nation, comme ses prédécesseurs en pareille circonstance, mais à une base électorale composée de déçus du Parti républicain, de républicains « convertis », jusqu'à la nébuleuse radicale de l'alt-right, dont les manifestations dans le monde réel (et pas seulement sur les forums anonymes tels que Reddit) provoquent des incidents parfois violents, et même une victime à Charlottesville en août dernier. Toute cette mouvance, malgré des nuances et des différences parfois nettes, se reconnaît dans un discours qui tranche avec la modération et les appels à l'unité, la retenue et le pardon. Un des traits communs de cette droite radicale est la glorification de la virilité, caractérisée par le courage (notamment verbal), la force (réelle ou symbolique) et la radicalité des

propositions. Les électeurs de Trump sont aussi nettement plus nombreux que la moyenne à admettre qu'un bon leader doit savoir s'affranchir des règles, donc ici des contraintes juridiques de l'État de droit. L'ennemi est double : c'est à la fois l'ennemi de l'étranger (ici un Ouzbek, musulman, donc non chrétien), mais aussi l'ennemi de l'intérieur, le traître, associé à des valeurs féminines : « efféminé » est l'épithète qui caractérise

leurs distances avec une présidence qu'ils ne peuvent plus cautionner. Pour ses partisans, la principale qualité du président est précisément de trancher avec la politique « efféminée » de ses prédécesseurs et du microcosme politico-médiatique de Washington. Peu importe à leurs yeux que, dans les faits, le récent décret migratoire ne concerne pas l'Ouzbékistan, que le terroriste se soit radicalisé après avoir

immigré, que la justice ait condamné à mort des terroristes comme Djokhar Tsarnaev, auteur de l'attentat du marathon de Boston, et que Guantanamo pose plus de problèmes

Trump semble agir davantage en candidat qu'en président. En effet, il ne s'adresse pas à la nation, comme ses prédécesseurs en pareille circonstance, mais à une base électorale composée de déçus du Parti républicain

à la fois les démocrates (et notamment Barack Obama) et les Églises qui appellent à accueillir des réfugiés, ce qui explique l'ambivalence de l'alt-right face à « la » religion.

Pour ses détracteurs, Trump n'a pas les qualités ni le comportement attendus d'un chef d'État. La réponse de Chuck Schumer aux tweets de Trump était de remettre en cause le « leadership » du président, un avis partagé côté démocrate, bien sûr, et de plus en plus côté républicain : des sénateurs républicains comme Jeff Flake (Arizona) et Bob Corker (Tennessee), pourtant un soutien fidèle, ont publiquement pris

juridiques qu'il n'en résout. Ces deux Amérique ne se comprennent pas, elles n'ont pas les mêmes systèmes de valeurs. Bien entendu, l'enquête sur les rapports troubles avec la Russie met Trump et son entourage dans une position peu confortable, et ces tweets auraient pu permettre de détourner l'attention et de remettre Trump en position de force, au moins vis-à-vis de son électorat. L'ironie de la situation est qu'au lendemain du massacre de Las Vegas, il y a tout juste un mois, Trump avait déclaré qu'il était trop tôt pour politiser l'affaire. * Lauric Henneton est l'auteur de « La Fin du rêve américain ? », Odile Jacob, 2017.



LAURIC HENNETON

L'universitaire* analyse la réaction épidermique et « virile » du président américain après l'attentat, qui accentue sa rupture avec l'establishment républicain.